

# Compte rendu de l'atelier ps-Eau sur l'assainissement à Madagascar

## Agence de l'eau, Lyon 25 juin 2014

Par Serge Tostain  
Formad environnement  
Lyon le 25 juin 2014 - 610 km A/R de Jacou



**Musée des confluences**, Lyon centre ville entre Saône et Rhône



Toilettes sèches du Parc du confluent au bord du Rhône près de l'agence de l'eau

### **Accueil - Agence de l'eau Rhône Méditerranée & Corse, Grand Lyon**

Accueilli par Luc Herrouin, chargé de mission coopération internationale actuellement à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse depuis 5 ans. Il va partir à Madagascar à l'Unicef. L'agence gère 5 millions d'euros grâce à la loi Houdin pour 13-14 millions d'euros de travaux. Elle a de 5 à 10 projets à Madagascar. Elle soutient le réseau Ran'Eau depuis le début.



Luc HERROUIN, Agence de l'eau Rhône Méditerranée & Corse à l'accueil



Agence de l'eau de la région

## Participants et présents

### Liste des présents

	<b>Noms</b>	<b>prénom</b>	<b>Organisme</b>	<b>Fonction</b>
présent	BEVOHAVY	Joël	commune urbaine de Toamasina	Directeur de l'environnement et de l'urbanisme
absent	BIESEL-LÉGER	Nicole	Tourisme-Solidarité-Amitié-Madagascar TSAMAD	Présidente
présent	BLANC	Karine	Grand Lyon Communauté urbaine de Lyon	Chargé de mission coopération internationale
présent	BONI	Pierre	ASAM Lyon	Trésorier
présent	CATHAUD	Ophélie	Aide médicale et développement Grenoble	Coordinatrice des programmes
présent	CHARPENTIER	Sophie	Ps-Eau	Chargée d'études
présent	COLLIN	Maurice	Rotary – Eau sans frontières	
présent	CRETENOT	Didier	Ecoles du Monde	
présent	DE BONADONA	Eve	société LYSA	
présent	DESROQUES	Philippe	Electriciens sans frontières	Délégué partenariats
présent	DEVARS	Guillaue	CARE-France	
présent	DUBAND	Grégoire	AREED (Association Réseau des experts pour l'environnement et le développement)	Prochainement à ps-Eau
présent	DUSSAUX	Vincent	Ps-Eau	Responsable du pôle Appui-Conseil
présent	FREY	Astrid	Cités-Unies France	Chargé de mission Madagascar et Comores
présent	GABERT	Julien	GRET	
présent	GUILLERMIN	Marc	Association Energie Coopération Développement	
présent	HERNU	Agnès	Région Rhône-Alpes	Chargée de coopération Québec, Madagascar, francophonie
présent	HERROUIN	Luc	Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse	Chargée de mission Coopération internationale
absent	HIBON	Daniel	HSF	Vice-président
absent	LABEAUME RAZANAPARANY	Virginie	Région Rhône-Alpes	Coordinatrice de la coopération décentralisée Rhône-Alpes-Atsinanana
absent	LELLOUCHE	Karl	Action contre la faim	Référent EAH Madagascar
présent	MALAVART	Enzo	Ps-Eau	stagiaire

	<b>Noms</b>	<b>prénom</b>	<b>Organisme</b>	<b>Fonction</b>
présent	MONJOUR	Loic	EAST	président
absent	MOUFFARD	Alain	Hydraulique sans frontières	bénévole
présent	PARRY	Claude	Hydraulique sans frontières	Délégué régional
présent	PAYET	Pauline	Hydraulique sans frontières	salariée
absent	PINAZ	Michel		
présent	RAJAONSON	Gédéon	CITE	PCA
présent	RANDRIANARIVONY	Haigonirina	CITE	Directrice générale
présent	RANDRIANIANITOVINA	Parfait	Ong SAGA	Conseiller gouvernance
présent	RASOLOFOSON-RAJAONAH	Léa	CITE	Chargée de programme Ran'Eau
présent	RAVALOSON	Andrianaritsifa	Ministère de l'eau	Direction de l'assainissement et de l'hygiène
absent	RAZAFINDRAMANANA	Sarah	Action contre la faim	Chargée des partenaires institutionnels
présent	REMONT	Bruno	Hydraulique sans frontières	Administrateur
présent	ROUER	Pierre Antoine	1001 Fontaines	Trésorier
présent	SALLIARD	Sylvie	Agence de l'eau	Chargée d'opération
présent	SAUNIER HRUSTIC	Sigolène	Ville de Saint-Étienne	Directrice adjointe des relations internationales
présent	TOSTAIN	Serge	Formad environnement	président
présent	TSIRY	Rasoamanana	SoaMad	
présent	VERELLEN	Greet	PROTOS	Conseillère géographique (Madagascar) et thématique (hygiène et assainissement)

## Programme

### 1. Grand Lyon – Karine Blanc

Fait de la coopération décentralisée depuis 2006. Programme Cap'Eau jusqu'en 2015 dans 12 communes malgaches : Plans communaux de développement eau et assainissement, 11 chantiers d'infrastructures en eau, formation d'agents communaux de l'eau payés par le service de l'eau et sensibilisation à l'hygiène. Ils commencent à faire des branchements pour des particuliers avec un responsable et un technicien en subventionnant directement les communes. Ils ont un partenariat avec l'Université de Fianarantsoa (10-15 étudiants suivent ces projets).

La communauté de commune du Grand Lyon travaille avec l'association Etc Terra créée en 2012 au sein du programme Action Carbone de la fondation GoodPlanet, présidée par Yann Arthus-Bertrand (le Grand Lyon a une coopération décentralisée avec la région Haute-Matsiatra à Madagascar depuis 2006). Etc Terra intervient à Madagascar dans les régions de Diana, Sofia, Sava, Anosy, Boeny et Itasy. Dans le cadre de ce projet, Etc Terra sera responsable de la mise en œuvre du volet gestion intégrée de la ressource en eau, en collaboration avec l'association Agrisud international.

CAP'eau : Le coût total de l'opération est évalué à 123 438 €. La Commune de Nasandratony, qui assurera la maîtrise d'ouvrage du projet d'adduction d'eau, sollicite de la Communauté urbaine une subvention d'un montant de 87 484 € pour l'adduction d'eau potable. L'association Etc Terra sollicite de la Communauté urbaine une subvention d'un montant total de 23 537 € pour la mise en place et le suivi des actions d'accompagnement de gestion intégrée de la ressource en eau. L'Ambassade de France à Madagascar soutient ce projet à hauteur de 10 000 €. La Commune et les bénéficiaires du projet contribueront à hauteur de 2 417 €. Une aide sera sollicitée par la Communauté urbaine auprès de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse à hauteur de 55 510 €.

### 2. Bilan et perspectives des réseaux

#### 2.1 – ps-Eau

DUSSAUX V.

Il est novice dans le domaine de l'assainissement mais il a une expérience à Ambohimahasoa de toilettes collectives. Elles sont en général non rentables sauf si elles sont placées à côté de bornes fontaines. Le fontainier peut s'occuper des 2 équipements.

Ps-Eau a un objectif de construire des blocs sanitaires près des écoles et des centres de santé. Il y a un Fonds de solidarité eau avec des ONG de Lyon.



Vincent DUSSAUX, responsable ps-Eau du pôle d'appui conseil (dussaux@pseau.org)



Léa RASOLOFOSON-RAJAONAH, CITE d'Antananarivo (narindra.razafindralaza@gmail.com)



Haingo RANDRIANARIVONY, Directrice du CITE (haingonirina@cite.mg)

## 2. 2 - – *Ran'Eau*

Mme Léa RASOLOFOSON-RAJAONAH, CITE

Le réseau Ran'Eau (jeu de mot : rano signifie eau en malgache) existe depuis 1967 (100 employés). Le Burkina Faso veut également créer un réseau avec comme modèle le réseau malgache. Léa est employée du Centre d'information technique et économique (CITE ; [www.cite.org](http://www.cite.org)) animatrice Ran'eau.

Personnes ressources :

- Fidy **Andriamamonjy** : responsable Web et Radio, Pôle Information ([fidycite.org](mailto:fidycite.org))
- Max **Andrianomenjanahary** Directeur Administratif et Financier
- Monja **Rajaonarison** Responsable Edition Pôle Information ([monja@cite.org](mailto:monja@cite.org))
- Haingonirina **Randrianarivony**, Directrice générale Direction générale ([haingonirina@cite.org](mailto:haingonirina@cite.org))
- Voahangy Alice **Rasoarinivo** Responsable Appui à la structuration, Pôle Accompagnement Tél.:+261 20 22 253 86
- Patrick **Rasolof** Directeur du Pôle Information ([patrick@cite.org](mailto:patrick@cite.org))
- Léa **Rasolofoson-Rajaonah**, Responsable Animation de réseaux, Pôle Information portable :261 33 12 564 44 ([lea@cite.org](mailto:lea@cite.org))
- Heriniaina **Razafimahefa**, Directeur itinérant des antennes, Tiana **Razafindrakoto**, Directrice du Pôle Accompagnement
- Voahangy **Razafinome** Documentaliste, Pôle Information ([voahang@cite.org](mailto:voahang@cite.org))
- Tohera **Razafitsiarovana**, Responsable Système information, Pôle Information

Le CITE a pour objectif la diffusion d'information adaptée aux besoins des secteurs professionnels et de la société civile; être un espace de rencontres et d'échanges pour les entreprises et la société civile; promotion des savoir-faire en matière de développement. Le CITE a fait un atlas des projets et un annuaire. Le réseau peut faire l'interface entre le gouvernement et les petites associations et le gouvernement et les collectivités territoriales (coopération décentralisée. Il organise une réunion annuelle.



En plus des réunions, le CITE publie des cahiers techniques, des documents que j'ai récupéré. Le cahier assainissement doit être réédité mais on le trouve sur le site web.

Problèmes rencontrés : les bailleurs sur l'assainissement sont peu nombreux et donc les sources de financement sont difficiles à trouver. Il y a quelques bailleurs locaux.

Le CITE a fait des émissions de radio pour les zones enclavées.

Il y a une réunion institutionnelle en décembre 2014.

A Antananarivo, il va y avoir le lancement d'un réseau Océan Indien (avec Mayotte, La Réunion, Madagascar..).

Ils vont peut être créer un réseau identique sur les déchets solides.

La loi Canfin serait identique à la loi Houdin sur la coopération décentralisée.

### 3. L'actualité du secteur de l'eau et de l'assainissement

#### 3.1 - Le point sur les projets et réformes en cours

M. Ravaloson Andrianaritsifa, Ministère de l'Eau.



Ravaloson ANDRIANARITSIFA, Ministère de l'Eau de Madagascar

Très long exposé de Ravaloson ANDRIANARITSIFA sur la stratégie 2013-2018 autour de 4 axes avec des ambitions importantes pour 2018 :

- 63% de la population doit avoir ACCÈS à l'eau potable ;
- 99% ne défèquent plus à l'air libre ;
- 62% doivent avoir des latrines.

Ils ont en train de réunir les fonds.

Pour la défécation à l'air libre et la méthode CLTS en milieu rural, il va y avoir un workshop pour harmoniser les démarches associatives.

Pour Tuléar, il est prévu 1,5 millions d'euros pour finir le schéma directeur d'assainissement urbain du grand Tuléar.

Dans les autres villes, il y a par exemple le projet MIASA et SANIMARKET financé par le GRET (821 000 euros).

Perspectives (Axe 2) : création d'un organisme régulateur (SOREA), la création d'un service technique de l'eau avec 2 ministères (décentralisation et eau) : STEAH

La construction de 21000 blocs sanitaires (5 blocs pour chaque lieu de district)

Création d'un code de l'eau avec 4 composantes : déchets solides, eaux usées, eaux pluviales, excréta.

Actuellement, il y aurait un problème sur le recouvrement des redevances d'eau par les municipalités

Dans l'axe 4, il y a le problème du foncier, de la potabilité de l'eau avec la modification des normes par régions

### **3. 2 - Le point sur les principaux programmes Eau et assainissement (E&A)**

Mme Haingo RANDRIANARIVONY, directrice du CITE

La directrice nous a rappelé les objectifs et les réalisations du CITE :

Objectifs du CITE :

1. Mieux connaître et valoriser les acteurs et les actions de la coopération décentralisée et des ONG ;
2. Appuyer les porteurs de projets Eau et assainissement ;
3. Organiser un espace d'échanges entre les acteurs Eau et assainissement.

Produits et services :

- un service d'accueil à Antananarivo ;
  - un service d'appui – conseils dans la conception et la mise en œuvre des projets ;
  - des ateliers techniques locaux pour échanger sur les problématiques communes ;
  - des ateliers institutionnels en France et à Madagascar avec des bailleurs publics ou privés ;
  - une base de données des acteurs et action sur les sites web et ps-Eau ;
  - des outils d'information et de communication sur le secteur Eau et assainissement à Madagascar (Annexe 1 des actions de la coopération décentralisée démarrées en 2013-2014).
- Il y a notamment un projet d'Électriciens sans frontières (ESF) du Languedoc-Roussillon sur l'adduction d'eau par pompage solaire dans la commune d'Antoetra pour 60 000 €) ;



<http://www.electriciens-sans-frontieres.org/fr/qui-sommes-nous/delegations/9/languedoc-roussillon.html>

### **Descriptif de l'action**

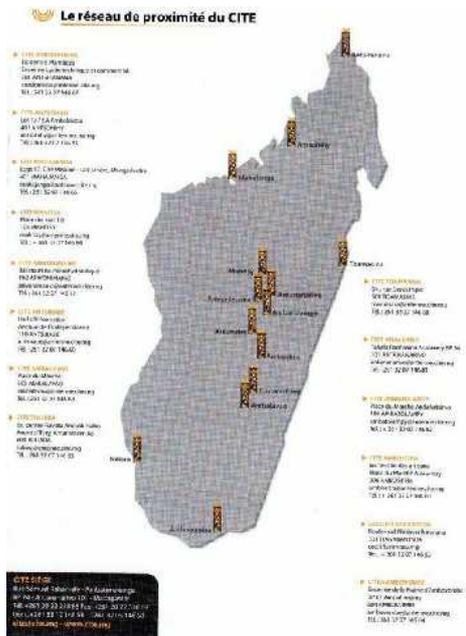
Électriciens sans frontières a été sollicitée par l'association Babakoto (Association du Gard, Saint-Ambroix au Nord d'Alès qui aide 1 CEG, 30 écoles, des centres de santé ; <http://babakoto.fr/>) pour électrifier les 2 centres de santé de base (CSB) de la commune d'Antoetra (45 km d'Ambositra) et réaliser l'adduction d'eau par pose de bornes fontaine dans 12 villages.

L'objectif du projet est de contribuer à améliorer la qualité de soin des populations, d'offrir aux personnels soignants de meilleures conditions de travail afin de les inciter à rester dans ces CSB isolés, et de faciliter la vie des populations et plus particulièrement des femmes et des enfants qui ont en charge l'approvisionnement en eau des familles.

Une formation de base à l'entretien et au dépannage des installations remises en état est par ailleurs dispensée aux villageois pour assurer la pérennisation du projet.

- des outils d'appui aux porteurs de projets Eau et assainissement (guide, cahier technique..).

Toutes ces activités sont déconcentrées aux 14 antennes du CITE (cf. carte) dont celui de Tuléar et le réseau travaille avec les institutions comme le Ministère de l'eau, la plate-forme Diorano-Wash, etc.



Localisation des 14 agences régionales du CITE

**Quelles sont les principales réalisations de Ran'Eau ?**

Un atlas recensant plus de 100 projets, un annuaire de plus de 500 contacts à Madagascar et une bibliothèque numérique de plus de 100 documents. L'ensemble accessible en ligne : [www.pasacit.org/madagascar](http://www.pasacit.org/madagascar) et [www.citesunies.org/almemo](http://www.citesunies.org/almemo)

Des outils spécifiquement élaborés pour appuyer les porteurs de projets à Madagascar : guide pratique, cahiers techniques.

Plus de 25 porteurs de projets accompagnés chaque année grâce à un pacté d'accueil à Madagascar (CITE : à Antananarivo et dans les 14 antennes locales répartis sur la Grande Ile) et en France (10-15).

10 réunions d'échanges négotielles de plus de 2000 h Madagascar et en France, sur différents thématiques du secteur de l'eau.

10 projets pour lesquels des visites collectives sur le terrain ont été organisées.

Les partenaires techniques et financiers du réseau Ran'Eau

Les principales réalisations du CITE

**3. 3 - Le point sur la coopération décentralisée et non gouvernementale**

Mme Astrid FREY, Cités Unies France (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique63>). Représentant : Alain LUARD. Il y a un représentant à l'Ambassade de France. Karl LELLOUCHE est le référent Eau, assainissement, hygiène (EAH) à Madagascar. Il y a 40 collectivités en 2013 pour 8 millions d'euros (les régions représentent 50% de la coopération décentralisée, Picardie, Lyon, Alsace). 9 sur l'assainissement, aucun dans le Sud.



Astrid FREY, Cités Unies France chargée de mission Madagascar et Comores (a.frey@cites-unies-france.org)

**4. -L'ASSAINISSEMENT A MADAGASCAR : ENJEUX ET PRATIQUES**

**4. 2 - Les enjeux de l'assainissement à Madagascar –**

M. Ravaloson ANDRIANARITSIFA, Ministère de l'Eau  
 On considère que le manque d'assainissement entraîne 5 \$ de perte par personne et qu'1 \$ d'investissement dans l'assainissement rapporterait 8 \$ d'économie.  
 Le problème actuel est que les différents impôts vont à l'Etat et pas aux Communes. Il y a aussi les contrats publics-privés : l'Etat est propriétaire des infrastructures et non les communes.  
 A Tananarive, il n'y a pas de décharge contrôlée. Le représentant du ministère nous parle des précollecte et des organismes de ramassage (GIDS et EDEN à Tananarive, PAGDM à Fianarantsoa.

Tananarive aurait 7088 830 habitants produisant 518 000 t d'excreta. On recenserait la mort de 14 000 enfants à cause des diarrhées. Il y aurait 9 600 000 latrines non améliorées et 4% d'améliorées en 2010. En 2004, il y avait 700 000 fosses vidangeables dont 10 000 fosses septiques à Tananarive. 2% étaient vidées par la CUA et 10% par des entreprises privées.

#### **4. 3 - Panorama des pratiques d'assainissement actuelles**

- M. Vincent DUSSAUX, pS-Eau

Réalisations : blocs sanitaires collectif, puisards, plaques ECOSAN et latrines ventilées (VIP). Des campagnes contre la défécation à l'air sont menées (méthodes ATPC = CLTS) basée sur la peur des maladies. Des **sanimarchés** ont été créés avec le marketing de l'assainissement.

Le problème est le financement, soit subventions soit microcrédits.

Pour la gestion des blocs sanitaires, il faut déterminer qui doit gérer, la commune, une association. Qui finance l'entretien ?

Comment organiser la vidange des fosses ? Et le traitement des boues ?

#### **5. -- QUELQUES RETOURS D'EXPÉRIENCE**

##### **5. 1 - Développer l'assainissement dans les villages ruraux**

L'« ATPC » dans la région Boeny par M. Didier CRETENOT, Écoles du Monde



Didier CRETENOT, Écoles du Monde (didiercretenot@aol.com)

Crétenot décrit une expérience de l'ONG Écoles du Monde (EdM) depuis 1997 à Mahajunga : 145 puits, blocs sanitaires collectifs. Ces blocs ont été des échecs. Il y a 2 ans, l'association a lancé un programme de sensibilisation basée sur la méthode ATPC ou *Community-led total sanitation* (CLTS) et une incitation à construire des latrines familiales sans subvention. En 3 étapes : contacts divers, déclenchement avec réunions se tous les villageois y compris les enfants pour les choquer et suivi de l'impact (nombre de latrines construites etc.).

Cela été fait dans 21 villages. 360 latrines ont été construites en 2012, 37 villages et 486 latrines construites en 2013. En fait, ces latrines sont vite abandonnées. Les villages qui ont bien répondu en installant des latrines ont reçu un label ODF (*Open Defecation Free*, zéro défécation à l'air libre avec 100% d'utilisation de latrines).

On constate qu'il y a toujours des zones à **défécation à l'air libre** (ZDAL) car il n'y a pas de pérennité des latrines mal construites. Il faudrait des subventions pour aider à faire des latrines en terrain meuble et avec une nappe phréatique haute (microcrédits, tontine ?).

Il faudrait créer 3 niveaux d'ODF mais pas au niveau village et définir de nouveaux critères. Donner des affichettes pour chaque famille. Il faudrait un moule pour chaque village.

On pourrait envisager des concours entre village avec des cadeaux (chargeurs solaires pour téléphones par exemple).

Il y a une demande des communes pour des latrines collectives avec des cabines hommes et des cabines femmes.

Il faudrait proposer la plantation d'un arbre à l'emplacement d'une fosse ce qui faciliterait la reforestation. Mais se pose toujours le problème du foncier.

**Le représentant du Ministère fait remarquer qu'il y aura un document national sur la CLTS en juillet 2014. Après l'ODF, il faut développer le marketing assainissement.**

## 5. 2 - Développer les services d'assainissement dans les quartiers défavorisés de Tananarive. Projet Tana Urbain de Care

M. Guillaume DEVARS. CARE a été créée après la guerre aux USA. Il y a maintenant 14 associations dans 70 pays. Care France a pour but la réduction de la pauvreté.

Fiche du dernier projet (<http://www.carefrance.org/care-actions/programmes-monde/assainissement-madagascar.htm>) :

**Projet de 3 ans. Début :** mai 2013 / **Fin :** avril 2016

**Localisation :** Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) ; **Bénéficiaires :** 55 266 personnes. 12 arrondissements et 11 000 ménages dont 28 000 femmes.

**Partenaires locaux :** La Communauté Urbaine Antananarivo via le Bureau Municipal d'Hygiène (BMH) de la Direction des Affaires Sociales et de la Santé Publique (DASSP) ; le « Water and Sanitation Program » (WSP ou WASP ; <http://www.wsp.org/>) ; l'Association FIOMBONANA ; des structures locales.

**Financé par :** Agence Française de Développement (AFD) ; **Budget :** 560 990 €.

Le « Projet d'Assainissement Innovant en milieu Urbain » (PAIU) consiste à la mise en œuvre d'actions pour la gestion intégrée des déchets solides et liquides dans des localités critiques au sein de la CUA en mobilisant particulièrement la prise de responsabilité effective des femmes. Ce projet découle d'un mécanisme d'autofinancement à mettre en place.

La dimension innovante du projet repose sur le recours aux **RF2** (Rafitra Fikojàna ny Rano sy Fidiovana, volontaires non payés ayant un statut par arrêté municipal), structures locales de gouvernance des actions dans le domaine des ressources en eau et de l'assainissement. Elles sont promues par la CUA et sont en voie de s'étendre au sein de toute la commune urbaine. Leurs membres sont bénévoles et coordonnent les activités de collecte des déchets et de maintenance de canaux de drainage, assurés par des salariés. Des récolteurs sont également engagés afin de percevoir les contributions de la population. Les membres des RF2 recherchent des partenariats et mettent en place des activités de sensibilisation auprès de la population.



Guillaume DEVARS, CARE France (devars@carefrance.org)

12 RF2+ 24 maçons répartis en deux structures + 12 vidangeurs répartis en deux structures sont formés et mobilisés. Les ménages doivent payer 200-300 Ar par mois pour la collecte des ordures. Le transport vers les bacs coûte 5000 Ar par mois.

Le curage réguliers des canaux coûte 20 000 à 30 000 Ar.

Le traitement (gestion intégrée des déchets liquides ou Dewats en anglais) est pris en charge. L'objectif est la professionnalisation des maçons et des vidangeurs et la valorisation des déchets en utilisant les femmes comme vecteurs. Une action de plaidoyer pour l'autofinancement local en matière EHA (Eau - Hygiène - Assainissement) via la mise en place d'un fond de roulement pour l'acquisition de latrines Ecosan et de dalles SanPlat est prévue.

### **5. 3 - Le projet MIASA Antananarivo (2012-2015) du GRET**

Par Julien GABERT, **Groupe de Recherches et d'Échanges Technologiques** (Gret ; <http://www.gret.org/localite/antananarivo/>).

Miasa Antananarivo (**M**ise en oeuvre d'améliorations des services d'assainissement adaptés à l'agglomération d'Antananarivo ; <http://www.gret.org/wp-content/uploads/Plaque-Miasa-V3.pdf>) est un projet d'assainissement sur 3 ans (1er mars 2012 – 1er mars 2015) en partenariat avec ENDA Océan Indien, financé par le Grand Lyon, l'Union européenne et Veolia (620 000 euros). C'est le prolongement du projet MEDDEA (**M**ise en place de mécanismes durables de développement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en zones rurales ; 2008-2012 et 1 400 000 euros) qui avait pour objectifs globaux : 1) améliorer la santé et la qualité de vie des populations rurales malgaches par un meilleur accès à l'eau potable et à l'assainissement ; 2) développer les compétences des différents intervenants et acteurs concernés par ces problématiques. Les résultats ont été les suivants :

- 1) Les communes cibles connaissent le Code de l'eau.
- 2) Une planification locale du secteur de l'eau et de l'assainissement existe dans au moins 6 communes ; une trentaine de responsables et d'adjoints communaux seront formés.
- 4) 5000 familles bénéficient d'un système d'alimentation en eau potable pérenne.
- 5) Une amélioration de l'assainissement pour 3 000 familles dont 2500 par un accès à des latrines individuelles et 500 familles par un système collectif.
- 8) Au moins 30 000 personnes connaissent les bonnes pratiques concernant l'hygiène.
- 9) Un renforcement des acteurs privés et publics du secteur de l'eau et de l'assainissement est réalisé – une trentaine de petits entrepreneurs seront directement concernés.

#### **Description de MIASA**

Le programme MIASA vise à améliorer les conditions de vie de la population à travers la promotion et l'amélioration d'une offre de base des services d'assainissement adaptés aux conditions de vie dans les quartiers défavorisés. Il interviendra sur l'ensemble de la filière assainissement, de l'accès des ménages aux toilettes pour améliorer leur équipement, en passant par la vidange des fosses des toilettes quand ces dernières sont pleines, et le traitement à l'échelle d'un ou plusieurs quartiers des boues ainsi collectées. Pour que le programme profite aux personnes défavorisées des fokontany, l'accompagnement social des ménages et des vidangeurs informels est une dimension forte du programme. Un travail important sera engagé avec les autorités locales pour l'organisation du traitement et le développement d'outils de suivi des services.

5 quartiers de Tana et de sa banlieue situés dans des zones inondables ont été choisis. Il y aurait seulement environ 7% de latrines hygiéniques partagées par 3 à 5 ménages avec des vidangeurs manuels sans hygiène. Les accès, les possibilités d'évacuation et le traitement ont été étudiés.

#### **Accès**

Une étude de marché a été faite ainsi qu'une campagne de publicité à la télévision (« *Diotontolo* »). Des magasins appelés « Sanimarchés » ont été ouverts (13 dont 5 à Tananarive). Ils vendent des buses, des sanplats. Il y a un site d'exposition sur le même modèle (magasins franchisés sous la marque Diotontolo). Pour le moment, de 10 (Tana) à 30 toilettes ont été vendues par mois. Le taux de subventions aux familles est très variables. Une latrine coûte 400 000 Ar (133 euros) et une fosse septique 700 000 Ar (233 euros) mais 1 fosse avec buse + sanplat = 115 000 Ar (28 euros). Le projet Meddéa avait vendu 1000 latrines et installé 700.



Logo campagne (*Diotontolo « environnement sain »*)



Fabrication d'une buse

Pour l'évacuation, un recensement des vidangeurs a été fait. Un agrément et une promotion ont été faits avec formation à l'utilisation de pompe manuelle, l'équipement complet, des bidons et des diables pour le déplacement des bidons. Le coût d'une vidange serait de 55 000 Ar. Un vidangeur ferait environ 10 vidanges par mois en moyenne. Des dessins publicitaires pour la promotion des « vidanzaa » ont été faits également.



Sanimarchés (magasins de toilettes gérés par des opérateurs privés locaux) à Antananarivo

**Traitement :**

Des petites stations dans chaque fokontany avec sécurisation foncière et une grosse station de traitement anaérobie dans un biodigester produisant du biogaz ont été construites. Le biodigester a été terminé en mars 2014 avec un système de ticket pour éviter les dépôts sauvages. L'étude environnementale a été longue et disproportionnée par rapport à la taille de l'équipement. La production de gaz est faible et ne sera pas vendue.



Julien GABERT, Gret (gabert@gret.org)

## 5. 4 - Développer l'assainissement dans la ville de Tamatave :

### 5. 4. 1 - L'assainissement à Tamatave

M. Joël BEVOHAVY, Communauté Urbaine de Tamatave).

Tamatave a 250 000 habitants. Grâce à l'entreprise qui extrait et traite le nickel à Ambatovy, la ville bénéficie de certaines réalisations. Par exemple le nettoyage de la plage Sud avec construction de WC publics ou l'achat de 3 ha de terrain pour stocker les ordures.

Il a insisté sur la coopération avec Sain-Etienne, ville jumelée avec Tamatave depuis plus de 40 ans.



Joël BEVOHAVY, directeur de l'environnement et de l'urbanisme de la Communauté Urbaine de Tamatave (bejoelf@yahoo.fr)

### 5. 4. 2 - La mise en place de toilettes sèches

Mme Sigolène SAUNIER HRUSTIC, ville de Saint-Etienne.

La ville de St Étienne est jumelée avec la ville de Tamatave depuis 1971.

Elle apporte son soutien aux associations qui mènent des actions en faveur de la population de Tamatave, notamment Amitié France Madagascar et Pompiers Humanitaires Français, dans les domaines de la santé publique et de la protection civile.

Un projet de coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est développé depuis janvier 2012 avec le concours financier de la Stéphanoise des Eaux.



Sigolène SAUNIER HRUSTIC, directrice adjointe des relations internationales de la ville de Saint-Etienne (sigolène.saunier@saint-etienne.fr) à gauche

Projet janvier 2012 – décembre 2014. Il y a eu un séminaire annuel d'échange en février 2014. Le prochain aura lieu début 2015.

Il y a déjà eu 30 construction de latrines avec séparation d'urine (50 à la fin du projet) de 1000 euros chacune (sans participation des bénéficiaires). Les latrines ont été construites dans un jardin à

Tamatave et à Saint Etienne avec l'espoir de l'utilisation des excréta. Il a été créé un circuit de stockage des urines en bidon d'huile de récupération. Des rencontres ont été organisées entre bénéficiaires. Description (site de la Mairie) :

Le projet de coopération Saint-Étienne/Tamatave s'inscrit dans une démarche de développement durable (économique, socio-culturelle, environnementale) et se décline en deux volets:

- A Tamatave: construction d'infrastructures d'assainissement dont des latrines, avec une utilisation des eaux pluviales, couplée au développement d'activités génératrices de revenus via le compostage des matières et leur réutilisation en fertilisation (d'espaces verts dans un premier temps et plus tard, en maraîchage) en s'appuyant notamment sur les savoir-faire de l'ONG locale St Gabriel.
- A Saint-Etienne, développement du même type d'installations dans les jardins familiaux non raccordés au réseau. L'adaptation de la technologie du Sud aux contraintes stéphanoises a été réalisée par un groupe d'élèves ingénieurs de l'Ecole des Mines, sous tutorat de la Stéphanoise des Eaux, partenaire technique et financier du projet.

Suite à une phase de test début 2013 des latrines ECOSAN, un comité technique de suivi a été mis en place à Tamatave, rassemblant des représentants de la commune, de l'ONG St-Gabriel, des services techniques déconcentrés des Ministères de l'Eau et de l'Environnement et des Régions Atsinanana et Rhône-Alpes. Le projet a permis de financer l'installation de latrines ECOSAN chez plusieurs bénéficiaires expérimentateurs (familles, écoles, associations), sélectionnés par le comité technique et qui s'engagent à accepter la visite de leurs installations.

Parallèlement, des campagnes de sensibilisation à l'hygiène, à l'assainissement et à la gestion locale des infrastructures sont menées dans les communautés susceptibles de devenir de futurs bénéficiaires (expérimentateurs).

#### PARTENAIRES

- ONG Saint-Gabriel (partenaire technique et porteur du projet localement)
- Stéphanoise des Eaux (partenaire technique et financier)
- DMSA (entreprises minière basée à Tamatave - partenaire technique)
- Ecole des Mines (partenaire technique pour le volet stéphanois)
- Régions Rhône-Alpes et Atsinanana
- Directions régionales de l'Eau et de l'Environnement

#### 5. 4. 3 - La gestion des boues de vidange Toamasina (Tamatave)

Mme Greet VERELLEN, Protos projet assainissement Toamasina 2014-2018 (<http://www.protos.be/our-programs-fr/madagascar/programs/toamasina>). Partenaire local : ong Saint-Gabriel. Financement : 620 000 euros (au total eau-assainissement)

L'association a estimé le nombre de latrines à Tamatave à 22 000 (11 personnes par latrines). Avec comme répartition des boues :

- tinette (Récipient généralement en tôle servant au transport des matières fécales, faisant office de fosse d'aisances mobile) : 0,2 m<sup>3</sup> (44%)
- latrines à siphon : 1 m<sup>3</sup> (18%)
- fosses septiques : 2 à 20 m<sup>3</sup> (38%)

Cela devrait environ 14 000 m<sup>3</sup> de boues par an (10% restent dans les latrines). Actuellement, les vidanges sont réalisées par :

- 10% par une entreprise qui possède des camions
- 77% par des vidangeurs (200 à 300 vidangeurs)
- 13% par la population.

Les vidangeurs n'ont pas d'équipements protecteurs.

Il y a donc 13 800 m<sup>3</sup> de boues enfouies dans les parcelles chaque années.

PROTOS a créé un service de vidange amélioré et durable avec des cyclopushes (*cyclopsy*) et des

camionnettes (*sarety*).



Greet VERELLEN, Conseillère géographique (Madagascar) et thématique (hygiène et assainissement) à l'ONG Protos (greet.verellen@protosh2o.org)

Il a été créé des sites de reprises (boues emmenées par les cyclo-poussettes) ou de stockages intermédiaires avant la station de traitement (boues emmenées par camionnettes).

L'expérience a commencé il y a 2 mois (février-mars 2014). 40% des objectifs du programme sont réalisés (au lieu de 70%). Par exemple, l'ouverture des fosses fait perdre du temps de vidangeurs. L'association craint les pannes des camionnettes. En tout cas, les vidangeurs ont été équipés (vestes et pantalons, bottes, gants et casque (?)). Les cyclo-poussettes avec la possibilité de transporter des gros bidons ont été équipés.



\* *PROTOS* (<http://www.protos.be/front-page-fr>) est une ONG belge active dans un certain nombre de structures de concertation en Belgique et à l'étranger telles que 11.11.11, Coprogram, Vlaams Overleg Duurzame Ontwikkeling, Vlaams Partnerschap Water voor Ontwikkeling, Coalition 2015 - Le Temps Presse, le Secrétariat International de l'Eau, Corporate Funding Programme, Ex-Change, KAURI, le groupe de travail 'Eau et Développement' du CNCD,...

Belle vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=D4Ex4wQ0UUU#t=510>

La Fondation PRACTICA ([www.practica.org](http://www.practica.org)) construit une station de traitement des boues de vidange : une station pilote avec lagunage et lit d'infiltration (partenariat avec les ONG Frères Saint Gabriel et 1001 Fontaines).

**Objectifs de la fondation** : Faciliter la recherche, le développement et l'application commerciale des technologies à faible coût dans le domaine de l'eau et de l'énergie dans les pays en développement.

**Activités** : Formation et éducation, étude de faisabilité, consultation, recherche et développement.

**Personnes Ressources ç Madagascar :**

Direction : Haja Serge Andriamaroandraina

Formation et technicien de terrain : Xavier Gras

Représentant - (Spécialiste Eau et Assainissement) : Vonjy Mavo Andriamaroandraina

Spécialiste WASH : Mboaraharinjaka Rasoamanambola

Chef de projet assainissement : Ando Dolly Ratsimba

**Premières conclusions. A la prochaine mission de FORMAD, il faudra :**

- **Rencontrer Ran'Eau et le CITE à Tana ;**
- **proposer l'organisation d'un atelier avec tous les acteurs de l'assainissement dans la région Sud-Ouest et l'antenne locale du CITE dans le cadre des réunions régionales des membres du réseau dans les 5 antennes régionales ;**
- **récupérer les émissions radio déjà réalisées ;**
- **rencontrer les magasins sanimarket à Tana ;**
- **rencontrer des collecteurs de boues (vidangeurs) de Tana avec leur équipement ;**
- **rencontrer le GRET assainissement ;**
- **rencontrer un ou plusieurs RF2 du projet Care**
- **voir la fabrication des buses pour latrines.**

# Annexe 1

## Actions de la coopération décentralisée et non gouvernementale française à Madagascar

Projets démarrés en 2013-2014

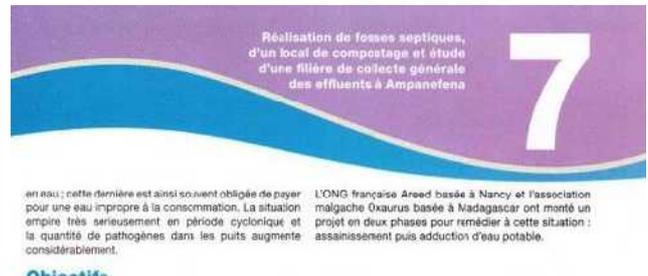
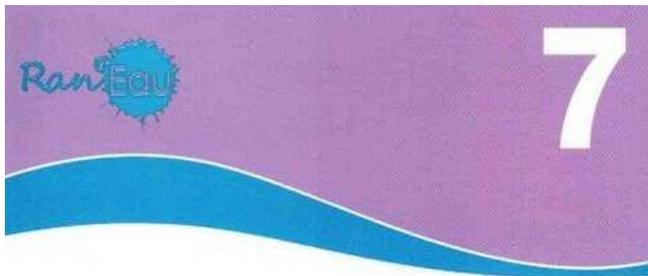
Au 23 juin 2014



22 Actions	Localisation	Type d'actions	Coût global	Dates	Porteur du projet	Partenaires	Baillleurs
1 Extension des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement à Anjozorobe	Anjozorobe [Analamanga / Anjozorobe] - Madagascar	assainissement ; eau potable	313 880 €	2013	AMIF Epinay-sur-Orge		AE Seine-Normandie Nanterre
2 Eau potable à Fanandrana	Fanandrana - Madagascar	eau potable	132 900 €	2014	Aix en Provence		AERMC Lyon ; Ville d'Aix les Bains Aix-les-Bains
3 Eau potable et assainissement sur les communes de Antanambao et Ankazomborona	Antanambao (Boeny) - Madagascar	assainissement ; eau potable	43 300 €	2014	ADRM Pluneret		AE Loire-Bretagne Orléans
4 Alimentation en eau de 4 écoles et d'un dispensaire à Ambohinorina	Ambalavao [Haute Matsiatra / Ambalavao] - Madagascar	eau potable	20 150 €	2013	Association Nirina Selles_sur-Cher		AE Loire-Bretagne Orléans ; MAEDI Paris ; Région Centre Orléans
5 Eau potable et Assainissement pour 6 communes en Analanjirofo et Alaotra Mangoro	Mahambo [Analanjirofo] - Madagascar	assainissement ; eau potable	154 500 €	2014	AMB Lesneven		AE Loire-Bretagne Orléans ; CG 29 Quimper ; Mairie de Lesneven Lesneven ; Région Bretagne Rennes
6 Assainissement d'une prison et d'une école sur la commune de Morondava à Madagascar	Morondava [Menabe / Morondava] - Madagascar	assainissement	40 000 €	2013	CODEGAZ Saint Denis La Plaine		AE Rhin-Meuse Moulins les Metz
7 Réalisation d'une AEP gravitaire et de forages (PMH) dans la commune d'Isorana à Madagascar	Isorana [Haute Matsiatra / Fianarantsoa] - Madagascar	eau potable	58 971 €	2014	Grand Lyon Lyon	AERMC Lyon ; AIMEF Paris	Grand Lyon Lyon ; AERMC Lyon ; AIMEF Paris ; VEDLIA Eau Lyon
8 Mise en oeuvre d'Améliorations des Services d'Assainissement adaptés à l'agglomération d'Antananarivo à Madagascar (Programme MIAA)	Antananarivo [Analamanga / Antananarivo II] - Madagascar	assainissement		2014	GRET Nogent sur Seine	CU Antananarivo Antananarivo ; DIRE Analamanga Antananarivo ; ENDA Océan Indien Antananarivo ; Ministère de	AERMC Lyon ; Commission Européenne Bruxelles ; Grand Lyon Lyon ; VEDLIA Eau Lyon
9 Appui aux communes rurales pour l'accès et la gestion durable de l'eau potable et de l'assainissement des villages de la région d'Analanjirofo (phase 2)	Vavatenina [Analanjirofo / Vavatenina] - Madagascar	assainissement ; eau potable	389 578 €	2013 ; 3 ans	Inter Aide Versailles		AE Artois Picardie Douai ; AFD Paris ; Commission Européenne Bruxelles ; Ville de Bondues Bondues
10 Améliorer l'accès à l'eau potable dans la commune de Manandona	Manandona [Vakinankaratra / Antsirabe II] - Madagascar	eau potable	81 850 €	2014	Fraternité tout horizon Dunkerque	Aquassistance Le Vesinet	Fraternité tout horizon Dunkerque ; Aquassistance Le Vesinet ; AE Artois Picardie Douai ; Syndicat de l'eau du Dunkerquois Dunkerque ; Ville de Dunkerque Dunkerque
11 Adduction d'eau par pompage solaire dans la commune d'Antoetra	Antoetra [Amaroni Mania] - Madagascar	eau potable	60 000 €	2013	ESF - Languedoc Roussillon		
12 Assainissement du village d'Ankaramalaza	Vatana [Vatovavy-Fitovinany / Manakara] - Madagascar	assainissement		2013	AREED Nancy		AE Rhin-Meuse Moulins les Metz ; Région Lorraine Metz
13 Alimentation en eau potable et assainissement de la commune rurale de Mahazaza	Ambohidratrimo [Analamanga / Ambohidratrimo] - Madagascar	assainissement ; eau potable	71 807 €	2013	Eau sans frontières Internationale Paris ; Rotary Club de Paris Saint-Sébastien		AE Seine-Normandie Nanterre ; Communauté de communes de la plaine de Bourgogne Wilry-lès-Reims
14 Hydraulique Villageoise dans la région de Majunga (volet 2013-2015)	Ambalalida (Boeny) - Madagascar	assainissement ; eau potable	233 100 €	2013	Ecoles du Monde Paris		AE Seine-Normandie Nanterre ; Ville de Paris Paris
15 Appui aux communes rurales des districts de Farafangana, Manakara, et Manjakandriana (19 communes)	Farafangana [Atsimo-Atsinanana / Farafangana] - Madagascar ; Manakara [Atsinanana-Fitovinany / Manakara] - Madagascar		670 300 €	2013	Inter Aide Versailles		AE Seine-Normandie Nanterre ; AFD Paris ; SEDIF Paris
16 Mécanismes pérennes et valorisation des compétences locales E&A dans la Commune Urbaine d'Antananarivo (projet FAMAF)	Antananarivo [Analamanga / Antananarivo II] - Madagascar	assainissement	500 000 €	2013 ; 3 ans	CARE Antananarivo	CARE Paris	AFD Paris
17 Création d'un réseau d'adduction d'eau potable à Mangarano (Madagascar)	Merimandroso [Analamanga / Ambohidratrimo] - Madagascar	eau potable	9 610 €	2013	Tarn Madagascar Saint Lieux-Lafénasse		AE Adour-Garonne Toulouse
18 Filière d'assainissement et promotion de l'hygiène dans les quartiers du Vallon Metzinger à Mahajanga (ASSMA)	Mahajanga (Boeny / Mahajanga I) - Madagascar	assainissement	995 000 €	2013 ; 4 ans	IRCOD Alsace Strasbourg	CG 67 Strasbourg ; Ville de Mulhouse Mulhouse ; CU Mahajanga Mahajanga ; ENDA Océan	CG 67 Strasbourg ; Ville de Mulhouse Mulhouse ; AE Rhin-Meuse Moulins les Metz ; Commission Européenne Bruxelles
19 Réalisation de 2 AEP gravitaires et 4 blocs sanitaires dans le village d'Ambohimandroso, commune de Sahambavy à Madagascar	Sahambavy Riviere [Haute Matsiatra / Fianarantsoa] - Madagascar	eau potable	64 067 €	2013 ; 1 an		Grand Lyon Lyon	Grand Lyon Lyon ; AERMC Lyon ; VEDLIA Eau Lyon
20 Construction d'une adduction d'eau potable et de blocs sanitaires dans le fokontany de Sangasanga Sud, commune de Alakamisy Itenina à Madagascar	Alakamisy Itenina [Haute Matsiatra / Fianarantsoa] - Madagascar	eau potable	60 346 €	2013 ; 1 an		Grand Lyon Lyon ; Région Haute-Matsiatra Fianarantsoa	Grand Lyon Lyon
21 Extension d'un réseau d'adduction d'eau pour le Village de Mahatsinjo (coopération Commune d'Ankadindondy Sakay - Communauté de commune de Lanvollon Plouha)	Ankadindondy-Sakay [Bongolava / Tsironomandidy] - Madagascar	eau potable	260 000 €	2013 ; 2 ans	CC Lanvollon-Plouha Lanvollon	Aquassistance Le Vesinet	CC Lanvollon-Plouha Lanvollon ; Aquassistance Le Vesinet ; AE Loire-Bretagne Orléans ; CG 22 Saint Briec ; Région Bretagne Rennes
22 Adduction d'eau potable et assainissement de l'hôpital de Brickaville	Brickaville [Atsinanana / Brickaville] - Madagascar	assainissement ; eau potable		2013			AE Seine-Normandie Nanterre

TOTAL 4 159 359 €

# Annexes 2 : Exemples de fiches projets.



## Réalisation de fosses septiques, d'un local de compostage et étude d'une filière de collecte générale des effluents à Ampanefena

Areed, Oxaurus

### Contexte



LA de séchage solaire des boues et citernes de vieillissement (© Areed)

Cette petite ville de 8 500 habitants était autrefois équipée d'une adduction d'eau (non potable) à partir d'une source située à 4,5 km, au moyen d'une tuyauterie en PVC et d'un filtre à sable simplifié installé en 1975. Ce réseau a été complètement détruit par le passage de nombreux cyclones et n'a jamais été remis en état.

Le plan communal du village en 2003 a mis en évidence, dans ses priorités, la réhabilitation des chemins et, immédiatement après, les problèmes d'adduction d'eau et d'assainissement.

L'approvisionnement de l'eau du village se fait actuellement à partir de puits privés (une trentaine dans le village) de faible profondeur (2 à 5 m seulement) et tous contaminés, comme le confirment les analyses d'eau que nous avons réalisées et qui expliquent la forte mortalité provoquée par les maladies hydriques (10 à 30 décès par an).

Il n'existe à Ampanefena aucun système de collecte des déchets urbains et le village est parsemé de tas d'immondices insalubres, propices au développement de nombreuses maladies.

L'augmentation de la population et l'absence d'assainissement ont contaminé la nappe phréatique de tout le village et les puits où s'approvisionne la population

Ampanefena se situe dans le nord-est de l'île de Madagascar, dans la Région Sava, à mi-distance entre Vohémar et Sambava. Cette région est enclavée et on y accède par la route en saison des pluies moyennant 6 à 14 jours de piste (25 à 30 jours en période de cyclone).

### Partenaires techniques

Synthosis (entreprise malgache)  
Agence de l'Eau Rhin-Meuse, Conseil général de Meurthe et Moselle, commune d'Ampanefena, Oxaurus

Budget : 50 000 €

Durée : 2 ans (2008-2009)

Lieu : Commune d'Ampanefena (région Sava)

Réalisation de fosses septiques, d'un local de compostage et étude d'une filière de collecte générale des effluents à Ampanefena

en eau ; cette dernière est ainsi souvent obligée de payer pour une eau impropre à la consommation. La situation empire très sérieusement en période cyclonique et la quantité de pathogènes dans les puits augmente considérablement.

L'ONG française Areed basée à Nancy et l'association malgache Oxaurus basée à Madagascar ont monté un projet en deux phases pour remédier à cette situation : assainissement puis adduction d'eau potable.

### Objectifs

Les habitants ne disposant pas de système d'assainissement individuel ou collectif, le but de la première intervention est de mettre en place un système

de latrines publiques et de valoriser les boues après extraction.

### Description de l'action

Dans un premier temps, un système de latrines publiques sur fosses septiques a été créé. Les emplacements (marché, gare routière, stade, hôpital) ont été choisis en lien avec les autorités de la mairie.

Ensuite a été mise en place une filière de collecte générale et de traitement des effluents et de séchage des boues, en attente de la mise en place des adductions d'eau. Après réalisation des fosses septiques, l'action consiste

à pomper les boues et à les stocker dans un bassin fermé pour séparer la partie aqueuse (temps de stockage de 20 jours). Les boues sont ensuite envoyées par gravité sur des lits de séchage, par l'intermédiaire de tuyaux démontables de diamètre 200 mm. Après séchage, les boues sont emmenées manuellement vers un local de compostage. Le compost produit doit permettre d'améliorer le rendement des cultures maraîchères.

### Equipements

Les équipements suivants ont été mis en place lors du projet :

- une moto-pompe adaptée au pompage de boues ;
- une citerne de vieillissement ;
- un séchoir solaire ;
- un panneau télescopique sur roulette ;
- un bâtiment de compostage.



Modèle de latrine sur fosse septique (séparation parties solides/liquides), avec système de chasses d'eau constituée d'une pompe à main (© Areed)

### Résultats

Suite à la réalisation de ce projet, les résultats suivants ont pu être constatés :

- la population utilise encore faiblement les latrines ;
- des problématiques compliquées subsistent pour la gestion et le nettoyage des ouvrages ;
- le séchage des boues de vidanges est performant ;
- le système de vidange et de transport des boues est satisfaisant ;
- un manque de matériel pour réaliser le compost est relevé.

### Les points à retenir

- Un volet assainissement qui précède le volet eau potable.
- La valorisation des boues de vidange pour un usage agricole.

### Contacts

Thierry Labrosse  
Association Oxaurus  
+261 20 22 453 42 / +261 32 07 453 42  
oxaurus@oxa.mg

Gérard Bolognini  
Association Areed  
+33 3 83 57 90 04  
areed@eau@ael.com

## Hydraulique villageoise dans la zone de Mahajanga

Ecoles du Monde

### Contexte

Dans les régions Boeny et Sofia, beaucoup de villages sont isolés dans la brousse et la présence des pouvoirs publics y est très limitée. Or, l'accès à l'eau figure au premier rang des besoins exprimés par les habitants, suivi par la construction de lavoirs, de latrines, le reboisement et la construction de douches.

### Historique

Ecoles du Monde est une association créée en 1997 dans le but de scolariser des enfants isolés dans la brousse de la région de Mahajanga, au nord-ouest de Madagascar, et permettre ainsi d'éviter la migration vers les villes. Pour y parvenir, l'association aborde successivement tous les domaines nécessaires au développement de ces villages : construction d'écoles, accès à l'eau, accès à la santé, agriculture et développement économique.

### Objectifs



Rope Pump équipé en puits (DpS-Eau)

En 2008, l'association Ecoles du Monde a mis en œuvre des actions visant à permettre l'accès à l'eau potable et à améliorer l'accès à l'assainissement de 15 villages isolés, soit 4 400 habitants, ainsi que des actions pour améliorer l'accès à l'assainissement dans des écoles de la ville de Mahajanga pour environ 7 000 élèves.

**Partenaires techniques**  
Eau et Hygiène pour Tous (EHT), Anjou Recherche (Vedite Eau) pour la campagne de contrôle de qualité de l'eau, la formation et la sensibilisation, Direction Régionale de l'Eau.

**Partenaires financiers**  
Agence de l'Eau Seine-Normandie, Sedif, Fondation Vedite Environnement, Grand Lyon/ Vedite Eau à Lyon.

**Budget** : 250 000 € environ

**Dates** : 2008-2009 (premier)

**Lieu** : villages des communes d'Antonibe, Andriambontana, Pignon Sofia, Mantanao et Antsakala (Région Boeny)

### Description de l'action

#### Réalisation d'ouvrages :

- Construction d'équipements d'accès à l'eau potable : 17 puits d'une profondeur d'environ 10 m, fermés, équipés de pompes manuelles à corde (« Rope Pump ») et associés à une dalle pour la lessive, et équipement de 7 puits par des systèmes de pompage soaire.
- Construction d'équipements d'accès à l'assainissement : 15 blocs latrines comportant chacun 2 WC et 2 douches avec seaux dans les villages de brousse, et réalisation de WC et urinoirs pour les écoles de Mahajanga.
- Contrôle technique: Ecoles du Monde et un architecte de Mahajanga ayant l'expérience des campagnes précédentes contrôlent les offres de l'entreprise (EHT) et les ouvrages réalisés avec l'assistance du responsable maintenance d'Ecoles du Monde sur place.

#### Accompagnement :

- Formation à la gestion des infrastructures, formation des comités de gestion de points d'eau à la petite maintenance des ouvrages par l'entreprise EHT, qui assure la grosse maintenance (réparation de

pompes, décolmatage des puits...) soit directement, soit par les puisatiers qu'elle forme dans la région lors des travaux de construction.

- Sensibilisation des usagers à l'hygiène, aux économies d'eau, au coût de l'eau etc. La sensibilisation aux pratiques de l'hygiène de l'eau et de l'assainissement est effectuée lors des passages périodiques des bénévoles (avant et après travaux, puis approximativement annuellement). Le personnel médical d'Ecoles du Monde a également en charge un travail continu de sensibilisation sur ce point. La sensibilisation au coût de l'eau se fait directement par la cotisation à verser par les villageois pour garantir l'entretien des ouvrages dans le temps.
- Assistance et renforcement de la maîtrise d'ouvrage locale par le transfert de gestion des ouvrages aux villages à travers les comités Eau en charge de leur gestion.

La participation des villageois se fait « en nature » : pose de clôtures autour des ouvrages, fourniture et/ou transport de matériaux locaux (bois, « satrana » pour les couvertures, graviers lorsque c'est possible) maintenance des ouvrages en bon état de fonctionnement et de propreté.

### Bilan

Dans chaque village concerné un comité Eau a été constitué. Il est chargé d'organiser la gestion des ouvrages, d'assurer l'entretien quotidien et de collecter les cotisations des villageois. Par ailleurs, pour les réparations et l'entretien plus lourd, Ecoles du Monde a suscité la création d'une entreprise locale dénommée Eau et Hygiène pour Tous (EHT) avec un ancien collaborateur de l'ONG, fonctionnant comme une véritable compagnie des eaux pour la brousse. EHT est conçue non seulement comme une entreprise de travaux, mais aussi comme un service chargé de former les villageois et d'organiser la pérennisation et l'entretien des ouvrages en collaboration avec les autorités locales.

A noter que les cotisations demandées sont décidées en liaison avec les comités Eau et les communes, et correspondent usuellement à 500 Ar par famille et par mois, afin de couvrir les frais d'entretien des ouvrages.

Dans la poursuite de ses activités dans les années à venir Ecoles du Monde se fixe pour objectif d'accompagner ce processus jusqu'à ce qu'il soit bien en place et que les communes concernées puissent le poursuivre de façon autonome.

L'expérience a montré à Ecoles du Monde que l'équipement en eau potable des villages est une pré-condition impérative au succès des autres actions de développement envisagées (santé, éducation, agriculture, développement économique). Compte tenu du succès des réalisations déjà effectuées et de la demande de la part des villages alentour, Ecoles du Monde poursuit son action d'équipement en puits et latrines des villages de brousse de la région.

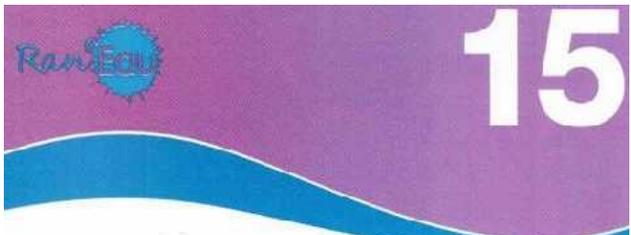
#### Les points à retenir

- Des actions qui freinent la migration des ruraux vers la ville de Mahajanga en stabilisant les villages grâce à des infrastructures sur l'eau et l'assainissement.
- Des actions qui ont conduit à la création d'une entreprise spécialisée dans la construction d'ouvrages d'accès à l'eau en milieu rural.

### Contact

Jacques Sibony  
Responsable du volet « Eau » - Ecoles du Monde  
jacques.sibony@gmail.com

Eric Dyonne  
Directeur Ecoles du Monde Madagascar  
+261 32 05 340 781/+261 33 41 600 85  
eam@gestionemov.mg



# Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) dans la commune rurale d'Ambohimambola

## Association Miarintsoa

En partenariat avec l'UNICEF, l'association Miarintsoa a mené un projet pilote visant à expérimenter l'approche ATPC au niveau de 21 villages de la commune d'Ambohimambola (district de Betafo, Région Vakinankaratra).

### Contexte

La problématique de l'accès aux services d'eau et d'hygiène demeure un handicap majeur au développement durable de Madagascar, les enjeux humains à relever étant considérables.

La population de la commune rurale d'Ambohimambola, avec des taux d'accès à l'eau potable de 10 %, à l'assainissement de 2,6 % et à l'utilisation de latrines de 39 %, vit dans une situation alarmante. Présentant un fort taux de couches vulnérables et pauvres (98 %) la population locale a un très faible accès aux services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Afin de pallier ces déficits, l'association Miarintsoa, partenaire de l'UNICEF depuis 2000 et dont les activités visent à promouvoir le secteur eau, assainissement et hygiène, a mené le présent projet d'assainissement qui consiste à améliorer l'état sanitaire de la population de 3 fokontany.

Le projet propose d'améliorer le comportement de la population de 3 fokontany en matière de défécation à l'air libre. Pour cela, Miarintsoa a utilisé une approche visant à éveiller le sens de la honte et du dégoût au sein de la communauté pour qu'ensemble la population agisse par ses propres moyens afin d'arrêter la défécation à l'air libre : c'est l'approche CLTS ou ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté).

### Objectif et approche du projet

Le projet visait à susciter un changement favorable dans le comportement sanitaire de la population cible avec zéro défécation à l'air libre au niveau des 21 hameaux des 3 fokontany.

Dans l'approche « ATPC », l'utilisation des méthodes d'évaluation rurale participative permet aux communautés locales d'analyser leurs conditions sanitaires et de prendre conscience collectivement de l'impact de la défécation à l'air libre sur la santé publique et sur leur proche environnement. Cette approche peut imputer une action locale collective et rapide de la part des communautés pour atteindre l'état de Fin de Défécation à l'Air Libre = FDAL ->.



Latrine construite à Vnaninny

Partenaires association Miarintsoa

Partenaires financiers UNICEF

Durée : 2008

Lieu : 3 fokontany Ambohimambola (région Vakinankaratra)



### Cibles du projet

L'approche adoptée a consisté à informer, sensibiliser et impliquer les parties concernées par le projet.

Sa mise en œuvre s'est faite selon les étapes suivantes:

- 1) Formation des facilitateurs : les facilitateurs locaux, qui vont assurer les activités de déclenchement, sont issus des villages bénéficiaires du projet ;
- 2) Pré-déclenchement : les lieux de défécation à l'air libre et le taux d'utilisation de latrines sont déterminés pour chaque village ;
- 3) Déclenchement : les activités de «déclenchement» sont ensuite menées au niveau des villages : le déclenchement est fondé sur la stimulation d'un sentiment collectif de dégoût et de honte chez les membres de la communauté en les confrontant à la réalité crue de la Défécation à l'Air Libre et à ses

impacts sur la communauté tout entière :

- 4) Post - déclenchement: cette activité consiste à suivre la réalisation des activités inscrites dans les plans d'actions communautaires.

Il s'agissait de suivre l'évolution des pratiques des villageois vers la fin de la défécation à l'air libre (FDAL). Les comités dénommés « comités CLTS » regroupant les autorités locales, dont les chefs des fokontany, et des hameaux ainsi que les facilitateurs procédaient à l'observation des changements de comportement : contrôle au quotidien de l'utilisation des zones de défécation et des pratiques intermédiaires, du respect du planning des constructions des latrines.

### Les résultats

Les déclenchements ont été réussis sur l'ensemble des 21 villages ce qui a suscité des réactions suivantes :

- Engagement pour l'atteinte de la FDAL dans chaque site
- Plans d'action communautaires élaborés contenant les décisions et résolutions ci-après :
  - détermination des pratiques intermédiaires en

matière de défécation précédant la construction des latrines avant d'atteindre la FDAL ;  
- construction des latrines.

Ces 21 villages ont atteint la FDAL avec 190 nouvelles latrines construites et les zones de défécation sont nettoyées à 100 %.

### Conclusion

L'Association Miarintsoa, en tant que responsable de la mise en œuvre de ce projet pilote, ainsi que les bénéficiaires du projet, considèrent les résultats acquis comme un bon indicateur de la réussite du projet. Les objectifs de résultats fixés ont été largement atteints : changement de pratique de la population en matière de DAL abandonnant l'utilisation des zones de défécation à l'air libre et adoptant progressivement l'utilisation des latrines.

La conduite de cette nouvelle approche en matière d'assainissement a fait découvrir à l'association Miarintsoa de nouvelles démarches pour la mobilisation de la population afin de permettre un changement de comportement consenti et voulu en s'appuyant sur les ressources locales.

#### Les points à retenir

- Un projet mené selon l'approche « ATPC » basée sur la conscientisation des populations, et visant la fin de la défécation à l'air libre sans appui financier extérieur.
- Un projet visant à convaincre la population d'abandonner l'utilisation des zones de défécation à l'air libre au profit de l'utilisation des latrines.



Une séance de déclenchement

### Contact

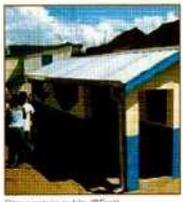
William Handriamirina  
Président de l'Association Miarintsoa  
+ 261 32 07 577 37  
amiarintsoa@yahoo.fr

## Approvisionnement en eau potable et assainissement dans les 3ème, 4ème et 5ème arrondissements d'Antananarivo.

ONG EAST

### Contexte

Le projet consiste à développer pour les populations défavorisées l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans la continuité du volet social du Plan Vert - Plan Bleu de la CUA (Commune Urbaine d'Antananarivo) qui a été lancé avec l'appui du CRF (Commissariat régional 4ème-5ème-France) et de l'AFM (Ambassade de France à Madagascar) en 2005 dans les 3ème et 5ème arrondissements de la capitale de Madagascar. Ce projet a ensuite été étendu, en 2008 dans les quartiers d'Anosibe, 4ème arrondissement, dans la continuité de l'action entreprise dans la capitale.



Bloc sanitaire public (CEAST)

**Partenaires techniques**  
 Représentants techniques de la CUA, Ministère (Eau / Environnement / Santé / Education Nationale), Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo (SAMVA), Autorité du Procureur des Institutions de la Région d'Antananarivo (APIRA), Institut des Maires de la Région IV (IMR), Union Européenne, l'AFM, l'Association des Femmes d'Antananarivo (AFA), l'Association des Femmes d'Antananarivo (AFA), l'Association des Femmes d'Antananarivo (AFA).

**Partenaires financiers**  
 Région Ile-de-France, RFI, Agence Française de Développement (AFD), Union Européenne (UE)

Budget : 573 000 €

Durée : 4 ans (2011-2014)

Lieu : 3ème, 4ème et 5ème arrondissements d'Antananarivo

### Historique

Un programme d'amélioration de la qualité des eaux du lac Masay et des conditions socio-sanitaires des quartiers périphériques a été défini en différentes phases comme suit :

- Masay 1 : Nov 2006 - Jul 2009
- Masay 2 : Jan 2005 - Déc 2006
- Masay 3 : Oct 2006 - Déc 2010
- Masay 4 : Jan 2011 - Jan 2012 (en cours)
- Masay 5 : Fév 2012 - Juin 2012 (en cours)

En 2006, un autre programme portant sur l'amélioration des conditions sanitaires et sociales dans le cadre d'Anosibe, 4ème arrondissement, a été lancé. Depuis janvier 2011, l'ensemble des activités de EAST a été généralisée dans les 3ème, 4ème et 5ème arrondissements.

### Objectifs

L'objectif du projet est d'améliorer les conditions de vie des populations les plus démunies en associant les Autorités Locales (AL), les Acteurs Non Etatiques (ANE) et les communautés locales afin de renforcer leur influence dans les prises de décision relatives aux besoins essentiels actuels, non couverts, de la population : l'accès à l'eau potable, l'hygiène publique, l'assainissement et l'éducation sanitaire communautaire.

### Description de l'action

#### Construction et réhabilitation d'infrastructures (hygiène, assainissement, EPP) :

- Bornes fontaines,
- Latrines communautaires et publiques,
- Bassins-lavoir,
- Réhabilitation de ruelles,
- Construction et réhabilitation des canaux d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- Aménagement des sites de bennes à ordures,
- Octroi de matériaux d'appui à la pré-collecte des déchets, ainsi qu'au curage et à l'entretien des canaux d'assainissement (bais, réseaux, pelles, fourches, pioches, bacs, charrettes, bottes, masques...),
- Réhabilitation de bâtiments et de blocs sanitaires scolaires (WC, urinoirs, poste de lavage des mains, salles de classe, cour, bâtiment, mur d'enceinte...),
- Tous les ouvrages sanitaires comportent une fosse septique en ferrociment.

#### Epurant :

- Mise en place d'un système d'entretien d'épuration du lac Masay et de ses affluents (traitement des eaux usées par lagunage, stabilisation des berges, mise en stockage des déchets solides, entretien des canaux affluents...),
- Mise en place d'un système pilote de collecte et de traitement des boues de latrines : pompage, transport, traitement (lagunage / séchage / phytoépuration / méthanisation...),
- Campagnes d'analyses de l'eau.

#### Actions d'IEC (Information, Education, Communication) :

- Education sanitaires des populations et des élèves (communautés des arrondissements),
- Formation en prévention et éducation sanitaire des personnels agents de santé, instituteurs, animateurs locaux, associations...),
- Réalisation de matériels didactiques et pédagogiques (livrets d'éducation sanitaire, manuel de sensibilisation à l'hygiène, figurines, papeterie, affichage, pour les formations, la sensibilisation et l'éducation sanitaire et professionnelle : agents sanitaires, instituteurs, animateurs scolaires, population, élèves...),
- Actions de visibilité communale et promotion de l'hygiène (TVradio, clips vidéo, fresques, affiches...),
- Formation à la gestion des associations et des ouvrages (groupeement de familles, structures RF2, Association de pré-collecte des ordures ménagères, Association des Usagers de l'Eau).



Canaux d'assainissement (Anosibe) (CEAST)

### Equipements

Une équipe de 11 maigaches et d'un coordinateur français est mobilisée pour la réalisation des activités ; avec comme équipement : 2 bureaux (pour les mairies des 4ème et 5ème arrondissements), 1 voiture et 5 scooters/mobylettes.

### Cibles

Les cibles du projet sont toute la population des quartiers les plus défavorisés (casier d'Anosibe, 4ème arrondissement), des quartiers environnant du lac Masay (3ème et 5ème arrondissements), des Ecoles Primaires Publiques (personnel pédagogique et élèves), des associations gestionnaires des points d'eau collectifs (AUE), des structures RF2, ainsi que celle de la CUA.

p.2

### Résultats

Suite à ce projet, les résultats suivants ont été constatés :

#### Amélioration des conditions sanitaires dans les quartiers concernés :

- Limitation de la détection à l'air libre par les latrines et blocs sanitaires
- Prise de conscience sur de l'importance de la vidange des latrines, du traitement et de la recollection de la boue de vidange,
- Meilleur accès à l'eau potable grâce aux bornes fontaines,
- Amélioration de l'état des ruelles et des canaux d'assainissement,
- Sensibilisation croissante de la population civile par l'intermédiaire des actions menées dans les quartiers, notamment par le biais des AFA,
- Amélioration des conditions d'hygiène et de travail des élèves/instituteurs dans les EPP.



Bloc sanitaire (EPP) (EAST)

#### Renforcement du partenariat institutionnel EAST-CUA et EAST-SAMVA :

- Convention cadre de partenariat entre EAST et la CUA,
- Convention cadre de partenariat entre EAST et la SAMVA,
- Appui à la CUA pour le lancement et l'application du Code Municipal d'Hygiène.

### Perspectives

- Développement d'un site internet local ;
- Renforcement du partenariat avec la CUA, notamment avec le SAMVA, pour la mise en place et la suspension de structures, services de vidange, transport, traitement et valorisation des boues issues des latrines ;
- Fédération des vidangeurs ;
- Modernisation et hygiénisation de la vidange grâce à un matériel rudique (équipements, pompes manuelles, « broucards »,...) adaptés à la topographie des quartiers ;
- Projet de construction de chalet(s) de traitement des boues de vidange (biogazolier) ;
- Filaires de valorisation des boues traitées ;
- Développement d'un projet d'aménagement du grand canal du marché d'Anosibe pour améliorer la faisabilité de travailler un lieu inusé en espace de détente et de jeu.

#### Les points à retenir

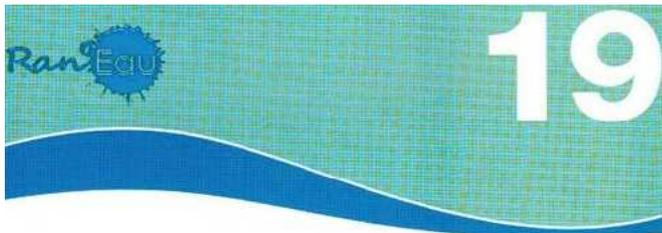
- EAST intervient en faveur des populations les plus défavorisées ;
- EAST connaît des quartiers ENA ;
- Bornes Fontaines, Ecusiers, Lavoirs et Blocs Sanitaires ;
- Latrines Communautaires ;
- Canaux d'assainissement ;
- Puits et ruelles ;
- Aménagement de bennes ;
- Réhabilitation d'EPP ;
- EAST participe à la mise en place et à la formation d'Associations professionnelles de points d'eau, de pré-collecte des ordures, AFA... ;
- EAST effectue des actions IEC et sensibilisation auprès des populations.

### Contacts

Faïme BOLAJOLO  
 EAST Madagascar  
 +261 33 07 077 74  
 east.madagascar@gmail.com

HERNIE RYHARIMPARIVANISIA  
 Projet Anosibe  
 +261 33 73 089 68  
 hernie@east.mg

p.3



# Projet 'Rano Tsara' : Partenariat élargi pour l'eau et l'assainissement, MEDAIR

Medair

## Contexte

La Région d'Analanjiroro se trouvant au nord-est de Madagascar dispose d'importantes ressources en eau avec entre autres une pluviométrie très importante. Les habitants consomment l'eau des rivières allouées entre autre par la manque d'assainissement et aucune infrastructure ne permettait l'accès à de l'eau potable. Cette situation a pour conséquence de nombreux cas de diarrhées, spécialement chez les enfants. De plus, les fréquentes inondations touchant les communes du bassin de Marantsaera contribuent à infecter les points d'eau ouverts. Avant le projet, le taux d'accès à l'eau potable était inférieur à 5%, et celui de l'assainissement amélioré quasi inexistant.



Forage (©Medair/Yves-Pascal Suter)

**Partenaires techniques**  
Practica Foundation,  
Fondé Saint-Gabriel (FSG)

**Partenaires financiers**  
Union Européenne, DDC  
(Gouvernement Basile),  
Ambassade de France à  
Madagascar, Fonds privés  
Medair.

Budget : 2 184 500 €

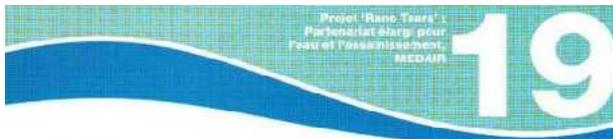
Durée : 3 ans et 6 mois (juin 2007-2010)

**Lieu :** District de Marantsaera, Région Analanjiroro (communes urbaines de Marantsaera et 5 communes rurales (Anandriavala, Akelafite, Ranitabe, Antakotoko, Anorononony, Anjiliana, Anandriavala et Anorononony). Le partenariat avec l'ONG malgache Frères de Saint-Gabriel a permis d'étendre les activités dans deux communes rurales du District de Fenerive-Est (Mahambo et Ambodimanga I).

## Historique

Après des travaux préparatoires et différentes enquêtes en 2005 mettant en évidence de grands besoins en matière d'eau et d'assainissement dans cette région, une phase pilote a été lancée en 2006. Suite à ces premières expériences positives, le projet Rano Tsara financé principalement par la facilité eau de l'Union Européenne a commencé en 2007.

Medair, devant travailler en réel partenariat avec les communautés et afin d'assurer la meilleure appropriation possible a effectué, avec le district et les communes, une sélection de communautés les plus motivées. Les critères et le contexte de la sélection ont été mis en place en étroite collaboration avec les autorités et en pleine transparence envers la population. Une fois les 9 communes sélectionnées, le même travail a été fait pour la sélection des villages. Des enquêtes CAP (connaissances-attitudes et pratiques) permettant de faire le point de la situation de chaque village ont été effectuées en début et fin de projet.



## Résultats

Les principaux résultats sont les suivants :

- Les processus de concertation renforcés, dans le District de Marantsaera et Fenerive-est au niveau des 11 communes à travers 108 ateliers de concertation ;
- 9 communes ont été renforcées dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage, et ce, à travers diverses formations et un ensemble de documents de base du partenariat (avis et validés (accord de partenariat, Code de conduite, Plan d'action, Procédure de suivi et élaboration du Plan de permission) ;
- 15 entreprises ont été formées pour la maîtrise des techniques de forage et de construction de latrines ainsi que pour la passation de marché ;
- 15 communautés de base ont été formées pour la maîtrise d'ouvrage déléguée ;
- 633 points d'accès à l'eau potable ont été construits. 316 d'entre eux ont été faits par forage essentiellement grâce à la technique Rota-sludge et équipés de pompes Canzo, 117 points d'eau sont des bornes fontaines issues de systèmes gravitaires ;
- 1403 latrines ont été construites essentiellement dans la commune urbaine de Marantsaera en raison des problèmes sanitaires liés à la forte densité de population ne respectant pas de latrines hygiéniques. La norme prioritaire étant très haute et les inondations fréquentes, le modèle retenu a été la latrine Ecopan à double buse, avec un plancher imperméable empêchant toute contamination de la nappe. Une dalle Sac'Flat amovible permet un nettoyage facile et de nombreux conseils d'utilisation ont été délivrés par des promoteurs latrines. Des subventions ont permis de réduire les coûts pour les familles ;
- Plus de 07 associations (notamment associatives de femmes) ont été soutenues pour la promotion de l'hygiène à travers des campagnes de sensibilisations ;
- Plus de 280 volontaires villageois à l'hygiène ont été formés pour être des relais durables au sein du village et effectuer des visites à domicile ;

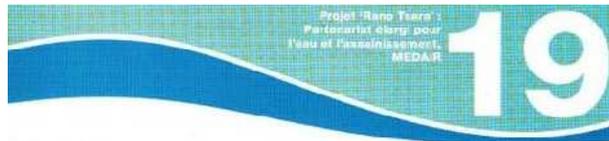


Latrine (©Medair)

- 32 écoles ont été équipées de latrines scolaires et/ou de lave-mains ;
- Plus de 200 émissions radio ainsi que de très nombreux spots ou des scénarios radiophoniques ont été diffusés sur les radios locales durant toute la durée du projet ;
- Plus de 352 spectacles de marionnettes ont permis de sensibiliser des enfants sur les bonnes pratiques d'hygiène ;
- Plus de 250 projections de cinéma mobile ont été faites même dans les villages les plus reculés permettant de passer un film produit localement ainsi que des clips musicaux renforçant une bonne hygiène ;
- De nombreux outils IEC adaptés aux différents publics-cibles ont été créés et diffusés afin de promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène. Citons par exemple des dépliants sur les PAFI (Petites Actions Passatives Importantes) en matière d'hygiène ;
- 11 communes vulnérables ont également été sensibilisées sur des principes de réponse post-systémique. De plus, des points d'eau surélevés ont été installés à quelques endroits stratégiques dans les villages qui sont fortement exposés aux risques d'inondation afin de disposer en permanence d'eau potable même si le village est inondé ainsi que deux outils de rétablissement de l'accès à l'eau potable en urgence, le sur-eau et les filtres céramiques.

### Pérennisation des infrastructures

- La durabilité des infrastructures communales est assurée par un mécanisme de gestion et de maintenance mis en place pendant le projet. Il est basé tout d'abord sur une forte implication de la population dès le début du projet qui permet une bonne appropriation du processus (via le «faire faire» notamment) et des points d'eau. Les associations des usagers de l'eau de chaque village sont responsables de la gestion de leurs points d'eau, un délégué de chaque AUE représente son village dans l'union intercommunale de l'eau. Celle-ci est mandatée par un Organisme Public de Coopération Intercommunal (OPCI) constitué par les maires des Communes pour s'assurer de la bonne gestion des points d'eau dans les villages affiliés à l'Union. L'Union est donc en charge de la collecte des cotisations des AUE affiliées, des réparations et des interventions à faire à chaque point d'eau. Une entreprise locale qui dispose d'un contrat cadre tripartite avec l'Union et les Communes est mandatée par l'Union pour assurer tous les travaux de réparation et de maintenance nécessaires sur chaque point d'eau des AUE affiliées.



## Objectifs

Medair appuie les efforts régionaux de développement afin de fournir les outils nécessaires pour l'apport de services de base eau et assainissement à une proportion croissante de la population de 9 communes de la Région d'Analanjiroro.

Le projet vise à promouvoir l'émergence d'un partenariat élargi pour l'amélioration du secteur, basé sur un espace d'un espace de concertation afin d'assurer une meilleure participation et un partage assumé des responsabilités

## Description de l'action



Maison de protection autour de la construction d'un système gravitaire (©Medair)

Medair cherche à encourager la participation active des acteurs ruraux, régionaux, et principalement locaux (District, Communes, fokontany, associations, entreprises) par l'émergence d'un partenariat élargi pour l'amélioration du secteur. Un tel partenariat se construit sur un espace de concertation pour aboutir à un partage assumé des responsabilités entre les différents intervenants pour une amélioration du secteur eau et assainissement. Cette prise de responsabilité est appuyée sur un fort volet de renforcement des capacités, notamment, au niveau de la relation communales de base (fokontany et associations) - communes - entreprises privées. Le lien entre le cadre national et son application régionale est également renforcé, avec notamment la vulgarisation des textes de base et la validation du rôle de chacun,

entre les différentes parties prenantes dans le cadre de la décentralisation. Cet espace vise à réunir les énergies autour de la volonté d'amélioration des conditions de vie.

Dans cette optique, Medair a choisi le «faire faire» plutôt que l'intervention directe, bien que ses demandes plus de temps et de ressources. Cependant, cette manière de faire est le seul moyen pour renforcer les capacités locales et avancer vers un développement durable.

Des échanges avec le Ministère de l'Eau, l'ANDEA, la Direction Régionale de l'Eau, la Région, les Communes, les opérateurs économiques.

En résumé, l'intervention sur le terrain a consisté à :

- La mise sur pied d'un cadre de Partenariat élargi pour le secteur au niveau de huit Communes du District de Fenerive-Est
- L'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux structures d'assainissement à travers la construction de points d'eau et de latrines.
- Les activités de proximité (hygiène à tous les niveaux : de maison, de proximité et auprès des enfants à travers notamment les spectacles de marionnettes et des séances de cinéma mobile,
- Le renforcement des capacités du secteur privé régional (maîtres d'œuvre), des communautés de base ainsi que des autorités communales (maîtres d'ouvrage).
- Et la diffusion des connaissances des outils et des techniques innovantes pour des résultats rapides, à moindre coût et adaptés au contexte local.

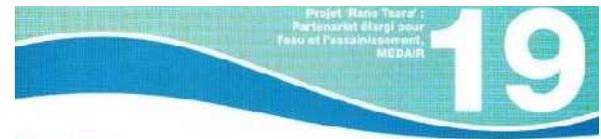
## Cibles

La répartition du nombre de bénéficiaires du projet est décrite ci-dessous :

	Bénéficiaires totaux	Bénéficiaires directs	Bénéficiaires indirects
Accès à l'eau potable	115 573 pers.	81 573 pers.	34 000 pers.
Latrines scolaires	10 705 pers.	10 705 pers.	
Points d'accès à l'eau	101 080 pers.	141 000 pers.	100 000 pers.
Bénéficiaires de services	17 233 pers.	17 233 pers.	40 000 pers.
Pratiques améliorées	25 153 pers.	25 153 pers.	8000 pers.
Associations renforcées	40	40	
Formations	287	287	
Entreprises	28	28	3
Communautés de base	19	19	0
Associations locales	1	1	0
Communautés de base	271	19	107



Pompe Canzo (©Medair)



## Perspectives

Afin de mettre à profit l'expérience acquise et obtenir une efficacité accrue, Medair envisage pour l'instant son action dans la région avec un projet Rano Tsara II.

Cette nouvelle intervention devrait permettre une couverture de 9 communes non encore touchées de la zone partenaire

afin une augmentation significative du taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans cette région. Le dynamisme WASRI sera considérablement renforcé puisque la population du district aura même type d'infrastructures, de bénéficiaires et de sébes de gestion, permettant ainsi une mise à l'échelle de l'expérience acquise lors du projet Rano Tsara.

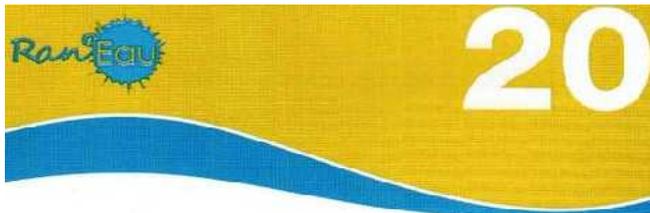


Forage en région (©Medair)

### Les points à retenir

- La durabilité de l'intervention de Medair est au centre de l'action
- Le renforcement des capacités des acteurs locaux
- L'implication des communautés dès la conception du projet,
- L'impact immédiat en profondeur.
- Le développement de techniques efficaces contribuera également à l'atteinte de résultats aussi importants.

**Contacts**  
Daniel Calvira  
Medair - Directeur National  
+261 33 85 146 90  
comadagascar@medair.org



# PAMOLEA : Projet d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage Locale pour l'Eau et l'Assainissement dans la Région de Vatovavy Fito Vinany

ICCO, Consortium FIKRIFAMA / SAF-FJKM / Frères St Gabriel (FSG)

## Contexte

- Une faible capacité des Communes dans la gouvernance du secteur EPA se traduit par :
  - L'absence d'une politique locale claire du secteur EPA.
  - L'absence d'un outil d'aide à la décision pour la gouvernance locale du secteur EPA.
  - L'absence de coordination et d'harmonisation du secteur EPA au sein des communes et des acteurs locaux....
- Une prévalence importante des maladies liées à l'eau insalubre ayant un effet sur :
  - Une population rurale affaiblie par des maladies en permanence.
  - Une population relativement peu productive (temps consacré à la recherche de l'eau, terre physique en dégradation, scolarisation difficile).
- Des zones à risques cycloniques et à d'inondations graves chaque année.
- Une absence (au début de l'intervention) d'une structure technique étatique pouvant assurer :
  - la coordination des acteurs du secteur,
  - le contrôle de la mise en œuvre de la réglementation,
  - et la veille sur la mise à jour des réglementations (ou même de la législation)

## Historique

L'action a été préparée par un consortium de 2 ONG européennes (ICCO et PROTOS) et 3 ONG Malagasy (SAF, FJKM, FIKRIFAMA et Frères de Saint Gabriel). Elle est subventionnée par la Faculté ACP-JE pour l'Eau pour une durée de 5 années. Au jour de la 2ème année de mise en œuvre, PROTOS s'est retiré du consortium et le projet continu d'être mis en œuvre par les 4 ONG.

### Les points à retenir

- Un projet priorisant la mise en place d'une structure de gestion des infrastructures et prenant en compte la GIRE
- Une forte implication de toutes les parties prenantes pour la bonne gouvernance du secteur EPA
- Un partage et une vulgarisation des bonnes pratiques.

### Partenaires techniques

Le projet est réalisé en collaboration avec ICCO (Pays, état prestataire principal) et 3 ONG malgaches (Consortium FIKRIFAMA, SAF-FJKM et Frères de St Gabriel).

### Partenaires financiers

Union Européenne (Faculté Eau ACP-JE - 3 300 000 €)  
 ICCO, Coopération Technique, Belgique, Belvédère  
 Budget : 5 132 171 €  
 Durée : 5 ans (2007-2012)  
 Lieu : Manakira, Hauts-Hauts, Noya Vavasy (Région Vatovavy Fito Vinany)



## Objectifs

Le programme vise à :

- La diminution des charges liées à l'accès précaire à l'eau potable et à l'assainissement de base dans la région de Vatovavy Fito Vinany.
- L'amélioration des pratiques de gestion de l'eau conformes aux concepts GIRE et à la décentralisation.

- Et à l'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement de base pour 100 000 habitants de la région de Vatovavy Fito Vinany qui sera assuré par les acteurs locaux, en respectant les principes GIRE et le cadre de la décentralisation.

## Description de l'action

Comme l'indique les objectifs cités ci-dessus, l'action est axée sur la mise en place des infrastructures d'eau potable et d'assainissement de base ainsi que le renforcement de la capacité des acteurs concernés (comités des usagers, élus et agents techniques de la commune) à pouvoir délivrer des services de façon autonome.

L'action est mise en œuvre depuis septembre 2007 dans 20 communes des districts de Manakira, d'Ifanadiana et de Noya Vavasy et cible 100.000 usagers.

Les activités principales s'articulent autour de :

- La construction des systèmes d'adduction d'eau potable pour les Fotontany qui sont priorisés conjointement par les responsables communaux et les représentants des usagers.
- La sensibilisation de la population suivie de la construction subventionnée de latrines familiales améliorées.

- La construction de latrine collective et/ou publique dans des communes qui sont nouvelles à une gestion déléguée de ces types d'infrastructures.
- La formation et le recyclage (jusqu'à la fin du projet) des comités des usagers, des élus et agents techniques communaux, respectifs, des fermiers de l'eau (avec l'université de Fianarantsoa).
- La mise en relation structurée des agents communaux avec les agents techniques de l'Etat (DIRE, DRE, DRS).
- La promotion de la bonne gouvernance du secteur auprès des acteurs à travers différents ateliers de concertation inter-communale et régionale.
- La capitalisation des meilleures pratiques et la diffusion à l'échelle régionale et nationale.



Système d'adduction d'eau potable (© Protos)



Formation technique des agents locaux (© Protos)

## Cibles

- Groupes - cibles :
  - Tout les personnes pour les nouvelles infrastructures d'AEP.
  - 130.000 personnes pour la structuration des usagers et campagnes hygiène-assainissement.

- Dirigé(e)s final(e) :
  - La population rurale des 20 communes d'intervention (200.000 personnes)
  - L'ensemble des intervenants et maîtrise d'AEPA en milieu rural et ses habitants des villages où ils sont opérationnels (développement d'approches, outils, méthodes et compétences).

p.2



## Résultats

- Plus de 50.000 usagers utilisent depuis plus de deux ans des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement de base fonctionnelles.
- Près de 60% des ressources en eau sont protégées et plus de 700 familles utilisent des latrines améliorées qui sont subventionnées à 60% par le projet.
- Les acteurs locaux sont à même de jouer leur rôle pour la gestion de l'eau et l'assainissement, et ce, dans le cadre de la décentralisation :
  - Les autorités communales s'impliquent et décident conjointement de la planification avec l'équipe du projet.
  - Les comités de gestion de points d'eau et d'assainissement sont structurés et ont été formés et recyclés périodiquement pour assurer l'exploitation durable des ouvrages réalisés.
- Les services décentralisés (notamment DRE, CIREF, SSD) s'impliquent dans la sensibilisation des usagers aux pratiques conformes WASH, dans les formations des gestionnaires des systèmes, de la commune et des comités des usagers et leur mise en pratique.
- Les entreprises locales se performant dans la construction, le maintien et la gestion des infrastructures d'AEP.
- Les principes de base de la politique sectorielle sont vulgarisés.
- Les mécanismes innovateurs, développés et testés par le projet (maîtrise d'ouvrage communale et intercommunale, affermage, articulation eau-hygiène-assainissement) sont documentés.

## Perspectives

- 158.585 populations bénéficieront des installations réceptionnées au cours des mois d'octobre et novembre 2011 ;
- 9 latrines institutionnelles équipées de dispositif de récupération des eaux pluviales vont être mise en place dans les endroits à forte fréquentation (marché, carrefour, stationnement des taxis brousses...);
- Construction de 757 latrines familiales en cours ;
- 54 associations des usagers seront structurées, mise en place et bénéficieront des formations spécifiques sur la gestion administrative et de la comptabilité simplifiée ;

Le pérennisation des acquis du projet a été initié en collaboration avec FIANTSO, la collaboration a été basée sur la coordination des activités conjointes qui sont axées sur :

- Respect des engagements aux inscriptions budgétaires - et amélioration des recettes fiscales ;
- Prise de responsabilité en tant que détenteur des droits et détenteur des obligations ;
- Respect du cycle budgétaire et intégration des priorités dans des Plans de développement ;
- 16 fermiers de l'eau ont bénéficié d'une formation à la carte au métier de l'eau en collaboration avec l'université de Fianarantsoa ;
- Diffusion des deux documents de capitalisation ;
- Organisation d'ateliers régionaux.



Dispositif de lavage de mains (© Pamolea)



Latrine institutionnelle (© Pamolea)



Latrine familiale (© Pamolea)

## Contacts

Peter Egan  
 ICCO - Country Manager  
 +261 (20) 22 555 71  
 Peter.Egan@icco.nl

Fania Randrianalisona  
 Consortium - Présidente du comité de pilotage  
 +261 (20) 22 555 71  
 Fania.Randrianalisona@icco.nl

p.3